



HAL
open science

Du refus de la représentation à son incarnation : quand d'ancien×nes community organizers politisent leurs identités individuelles et collectives

Clément Petitjean

► To cite this version:

Clément Petitjean. Du refus de la représentation à son incarnation : quand d'ancien×nes community organizers politisent leurs identités individuelles et collectives. *Émulations: Revue des jeunes chercheuses et chercheurs en sciences sociales*, 2021, 10.14428/emulations.varia.032 . hal-03354174

HAL Id: hal-03354174

<https://hal.science/hal-03354174v1>

Submitted on 24 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Du refus de la représentation à son incarnation : quand d'ancien-nes *community organizers* politisent leurs identités individuelles et collectives

Clément Petitjean

Émulations - Revue de sciences sociales
2021, Varia, En ligne.

Article disponible à l'adresse suivante

https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/petitjean_varia

Pour citer cet article

Clément Petitjean, « Du refus de la représentation à son incarnation : quand d'ancien-nes *community organizers* politisent leurs identités individuelles et collectives », *Émulations*, Varia, En ligne. Mise en ligne le 24 septembre 2021.
DOI : 10.14428/emulations.varia.032

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain
<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

Du refus de la représentation à son incarnation : quand d'ancien·nes *community organizers* politisent leurs identités individuelles et collectives

Clément Petitjean¹

[Résumé] : L'élection de Barack Obama à la Maison-Blanche en 2008 ne marque pas uniquement l'élection du « premier président noir » : il s'agit aussi de celle du premier ancien *community organizer*. Jusqu'alors relativement inconnue, la catégorie « *community organizer* » devient indissociable d'une trajectoire politique individuelle mythifiée. La politisation de la catégorie éclaire ainsi un phénomène peu étudié : l'intégration de l'espace du *community organizing* aux filières de recrutement des professionnel·les de la politique étatsunien·nes à tous les échelons institutionnels. Or, ce phénomène apparaît paradoxal : non seulement l'espace du *community organizing* s'est construit contre le champ politique comme un « contre-pouvoir citoyen », mais les professionnel·les de la mobilisation et de la représentation populaires que sont les *community organizers* refusent d'assurer le travail de porte-parolat politique, pris en charge par des « *leaders* » profanes qu'elles et ils forment et encadrent. Pour rendre raison de ce passage du refus de la représentation à son incarnation, l'article s'appuie sur une enquête ethnographique menée à Chicago entre 2015 et 2018.

Mots-clés : *Community organizing*, représentation, politisation, recrutement politique, distance sociale

[Abstract]: The election of Barack Obama to the White House in 2008 was not just the election of the “first Black president”: it was also the first time a former community organizer became president. Until then, the category “community organizer” was relatively unknown; with Obama’s election, it was woven into the very fabric of a mythified individual political career. The politicization of the category highlights an often-overlooked phenomenon—the integration of community organizing to the recruitment channels of US professional politicians, at all institutional levels. But this phenomenon is actually paradoxical: not only was community organizing as a specific area of practice built against the political field as a “citizen power,” but, as professionals in people’s mobilization and representation, community organizers refuse to accomplish public political tasks, which are executed by the lay “leaders” they train and supervise. In order to make sense of this shift from refusing representation to embodying it, the article builds on ethnographic fieldwork conducted in Chicago between 2015 and 2018.

Keyword: Community organizing, representation, politicization, political recruitment, social distance

¹ Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Cridup, France.

L'élection de Barack Obama à la Maison-Blanche en 2008 ne marque pas uniquement l'élection du « premier président noir » (Coates, 2018) : il s'agit aussi de celle du premier ancien *community organizer*. En effet, Obama a été *community organizer* dans les années 1980 à Chicago, dirigeant une organisation située à l'extrême sud de la ville, dans des quartiers majoritairement noirs paupérisés et très isolés. Jusqu'alors relativement inconnue, la catégorie « *community organizer* » devient indissociable d'une trajectoire politique individuelle rapidement héroïsée et mythifiée (Garrow, 2017). Tandis que dans la nébuleuse démocrate, elle connote proximité avec le peuple et désintéressement, du côté républicain, au contraire, la figure du *community organizer* évoque le spectre d'un radicalisme politique contestataire honni. Pendant la convention républicaine de septembre 2008, l'ancien gouverneur de l'État de New York, George Pataki, se gausse : « Barack Obama était *community organizer*. Qu'est-ce que c'est que ça, un *community organizer* ? Je ne savais même pas que ça pouvait être un métier ! » Rudy Giuliani, ancien maire de New York, se moque lui aussi : c'est « peut-être le premier problème de son CV ». Quant à Sara Palin, elle y voit surtout une preuve d'incompétence politique : « J'imagine que le maire d'une petite ville est un genre de *community organizer*, sauf qu'on a de vraies responsabilités » (Fisher, 2009 : 3).

La découverte et la requalification de la catégorie *community organizer* suscitée par l'élection d'Obama éclairent un phénomène qui demeure peu étudié : l'intégration à la fois objective et subjective de l'espace du *community organizing* aux filières de recrutement des professionnel·les de la politique étatsunien·nes. Depuis 2008, plusieurs candidats à des fonctions électives, à tous les échelons des institutions politiques, ont mobilisé leur passé réel ou reconstruit de *community organizer* comme une « identité stratégique » (Collovald, 1988) pour se positionner dans le champ (et donc se distinguer de leurs concurrents) en mettant en avant leur proximité avec les gens ordinaires. Dans un manuel sur les « opportunités professionnelles dans le domaine de la politique, de l'administration et du militantisme », l'entrée « *community organizer* » indique que « de nombreux *community organizers* se lancent dans de nouveaux défis en prenant des postes à responsabilité dans leurs organisations, en acceptant des postes dans d'autres organisations, ou en se lançant dans une carrière politique » (Axelrod-Conrada, 2008 : 190). Or ce phénomène d'intégration semble contredire à la fois la relation de « coopération conflictuelle » (Talpin, 2016 : 146) qu'entretient avec le champ politique l'espace du *community organizing* et le rôle spécifique qu'y tiennent les *community organizers*.

En effet, l'espace du *community organizing* s'est historiquement construit contre le champ politique comme un « contre-pouvoir citoyen », ancré dans les lieux de vie, distinct du militantisme syndical et des campagnes électorales, dont l'une des finalités consiste à surveiller les élu·es avec vigilance (Talpin, 2016). On peut le définir comme une forme d'action collective institutionnalisée, particulièrement rationalisée, existant sur l'ensemble du territoire étatsunien et à l'étranger, encourageant la mise en représentation des membres des classes populaires et petites classes moyennes urbaines par

la participation active à des campagnes de mobilisation portant sur leurs préoccupations quotidiennes. L'espace hybride dans lequel se déploie cette pratique ne naît pas tant dans les années 1930 grâce à l'action de Saul Alinsky, comme le défendent la majorité des travaux existants (Fisher, 1994 ; Schutz, Miller, 2015), qu'à la fin des années 1970. En effet, l'espace et le groupe professionnel qui lui donne forme naissent de la rencontre de deux répertoires d'action collective jusqu'alors portés par des groupes distincts : d'une part, l'offre politique réformatrice développée par Alinsky au sein de l'Industrial Areas Foundation (IAF), fondée en 1940, qui plonge ses racines dans une tradition d'intervention sociale professionnelle issue des mouvements progressistes du début du siècle, la *community organization* (Wenocur, Reisch, 2001) ; de l'autre, les pratiques contestataires des mouvements sociaux des années 1960-1970, et en particulier le militantisme de proximité dans les lieux de vie qui se développe dans certains secteurs du mouvement pour les droits civiques et se diffuse à d'autres foyers de contestation (Bloom, Martin, 2014 ; Breines, 1989 ; Payne, 2007).

Ensuite, la spécificité du rôle des *community organizers* ne semble à première vue guère les prédisposer aux carrières politiques. Salarié-es par des organisations prétendant représenter les intérêts de groupes socialement marginalisés et exclus des arènes du pouvoir, les *organizers* professionnels refusent d'assurer le travail de porte-parolat qui contribue à faire exister le groupe mobilisé (Bourdieu, 2001) : les porte-parole, ce sont les « *leaders* », représentant-es populaires et profanes issues du groupe, alors que les *organizers* sont celles et ceux qui se mettent en retrait pour former et encadrer ces porte-parole. C'est d'ailleurs dans cette dissociation entre *organizer* et *leader* que se fonde l'identité hybride, indissociablement professionnelle et militante, qu'elles et ils revendiquent fièrement.

Comment, dès lors, rendre raison de ce passage d'un refus du rôle de porte-parole à celui de représentant élu ? Comment se fait-il que la catégorie de *community organizer* puisse être mobilisée et reconvertie comme ressource dans la présentation de soi alors qu'elle prend initialement sens dans une méfiance vis-à-vis de la politique institutionnelle ? Pour répondre à ces questions, l'article mobilise un matériau empirique construit lors d'une enquête menée entre 2015 et 2018 à Chicago, berceau historique des pratiques de *community organizing*, qui mêle approche ethnographique et perspective sociohistorique : 85 entretiens semi-directifs réalisés avec divers acteurs du *community organizing* et d'espaces sociaux limitrophes, dispositifs d'observation participante, ainsi que du traitement de plusieurs fonds d'archives². Le matériau

² Il s'agit des archives de l'Industrial Areas Foundation à la University of Illinois at Chicago et à l'Université du Texas, à Austin ; de plusieurs fonds à la Bibliothèque de l'Université de Chicago ayant trait aux pratiques de *community organization* dans la première moitié du xx^e siècle (agences de travail social, fondations philanthropiques, formation continue, etc.) ; des archives de la Midwest Academy, du Welfare Council of Metropolitan Chicago et du Chicago Area Project, conservées au Chicago History Museum. Enfin, ont également été consultées, à l'Université du Maryland, les archives de la National Organizers Alliance (NOA),

ethnographique et archivistique est complété par des articles de presse. Après avoir montré que le rôle d'intermédiaire politique des *community organizers* encourage la politisation des profanes mais aussi la leur, on présentera quelques cas de reconversions d'ex-*organizers* dans les carrières politiques pour suggérer que les politisations *par* le métier s'articulent à une politisation *du* métier. Enfin, en proposant des pistes explicatives pour rendre compte de ces reconversions, l'article s'interrogera sur les recompositions et les enjeux de contrôle de la frontière délimitant le champ politique et séparant professionnelles et profanes.

1. Un rôle d'intermédiaire politique vecteur de politisations individuelles

Depuis quelques années, de nombreux travaux en sociologie et en science politique cherchent à saisir la représentation politique au plus près des pratiques, la concevant comme le résultat d'activités concrètes, comme un travail quotidien (Blondiaux, 2014 ; Demazière, Le Lidec, 2014 ; Nicourd, 2009). Comme le résume Adam Sheingate, « afin de comprendre les aspects pratiques de la démocratie, nous devons examiner ce que font concrètement les praticiens » (Sheingate, 2016 : 11). On peut alors réfléchir en termes de « travail politique », concept qui recouvre « les pratiques conçues pour obtenir le soutien du public ou influencer ses opinions au nom de candidat-es politiques, d'élu-es, ou d'intérêts de différentes sortes » (*ibid.* : 4), à condition toutefois de ne pas restreindre le concept à la seule arène électorale. En effet, dans les régimes démocratiques, où le vote s'est historiquement imposé comme seule manière légitime d'autoriser les représentant-es (Garrigou, 2002 ; Keyssar, 2000), il existe en réalité une relation dialectique entre prétentions à la représentation électorale et prétentions non électives, adossées à deux logiques distinctes mais complémentaires d'autorisation formelle et d'authenticité sociale (Montanaro, 2012 ; Saward, 2009). Structuré par l'opposition constitutive du champ politique entre professionnelles et profanes (Bourdieu, 2001 ; Gaxie, 1978), ce travail est aujourd'hui assuré par une multitude de praticien-nnes occupant des positions d'intermédiaires entre gouvernant-es et gouverné-es, qui sont liés les un-es aux autres par des relations de concurrence et d'interdépendance.

Parmi ces intermédiaires, aux États-Unis, dans un contexte où les formes du travail politique sont largement contrôlées par les consultant-es, les *community organizers* occupent une position dominée et subordonnée. D'une part, le travail qu'elles et ils effectuent est fastidieux, répétitif, peu considéré et peu gratifiant ; il relève de ce qu'on peut qualifier de « sale boulot » politique (Hughes, 1996 ; Lefèvre, 2007). D'autre part, il consiste à encourager la participation de franges du « public » dont parle

association professionnelle née dans les années 1990 pour revendiquer la reconnaissance du statut professionnel des *organizers*.

Sheingate qui sont éloignées voire exclues du champ politique, elles-mêmes peu dotées en capital symbolique. Dans la mesure où les *organizers* cherchent à mobiliser des individus dont les positions et les trajectoires sociales les prédisposent à un sentiment d'incompétence et d'illégitimité politique, à « mettre en représentation » les intérêts collectifs de ces groupes et à les faire exister au sein du champ, leur travail apparaît plutôt comme un travail de « politisation » des profanes, c'est-à-dire l'intégration objective à l'ordre des activités socialement constituées comme politiques et le recodage subjectif par les profanes de leurs engagements, perçus en termes politiques (Lagroye, 2003).

Ce travail de politisation est largement façonné par la formation hybride de l'espace du *community organizing* et du groupe professionnel des *organizers*, qui naissent à la frontière entre intervention sociale réformatrice et libérale (les pauvres doivent « s'aider eux-mêmes », se responsabiliser activement) et mouvements sociaux contestataires. Le métier des *community organizers* mélange ainsi travail militant de mobilisation collective à partir de l'identification de mécontentements quotidiens transformés en causes collectives et encadrement managérial de ces mobilisations et des porte-parole issus de la « *community* », empruntant à la rhétorique du développement personnel et aux pratiques de management et de coaching (Brunel, 2008). L'agent de politisation par l'action collective contestataire et le coach en développement personnel constituent les deux faces d'une même médaille. Les porte-parole profanes que sélectionnent, forment et légitiment ces professionnels les font ainsi vivre dans les marges du champ une représentation où s'entremêlent valorisation libérale du *self-help* et revendication d'une autonomie des groupes opprimés, notamment vis-à-vis des représentant-es élu-es.

Ainsi, l'existence du métier de *community organizer* invite à nuancer fortement l'idée que l'existence même du groupe professionnel impliquerait nécessairement une dépolitisation de la contestation. Elle tend également à confirmer le constat selon lequel la professionnalisation ne freine pas les politisations individuelles (Dutoya, 2018), comme en témoignent les voies d'entrée dans le métier. Contrairement à ce que laissent entendre les travaux sur divers « *social justice jobs* » (Chauvin, 2007 ; Dauvergne et LeBaron, 2014 ; Fisher, 2006), les postes de *community organizers* ne sont pas occupés par des individus sans passé militant : parmi les 34 *community organizers* rencontrés pendant l'enquête, toutes et tous ont acquis des dispositions à l'engagement en amont de leur prise de poste, que ce soit dans des cadres religieux, associatifs ou étudiants. S'engager dans le *community organizing* ne constitue pas tant, comme le notait Dana Fisher pour les emplois de *canvassers*³ une « première vraie tentative de s'engager à un niveau civique ou politique » (Fisher, 2006 : 49), qu'un exemple de « militantisme par la

³ Le *canvassing* désigne un travail systématique de porte-à-porte pour collecter des fonds au service d'une cause. Reprenant des techniques de vente directe, il se développe largement parmi les organisations à but non lucratif à partir des années 1980.

profession » (Pagis, 2014 : 125), dans lequel normes militantes et normes professionnelles n'apparaissent pas comme deux pôles antinomiques mais complémentaires.

En effet, la particularité du rôle, par rapport à d'autres professions politiques qui apparaissent « peu avouables » (Damamme, 2017), c'est que le travail de politisation des profanes, dans ses aspects collectifs comme individuels, fait l'objet de revendications de contrôle relevant d'une rhétorique et d'une expertise professionnelles (Abbott, 1988). Au cœur de la rhétorique d'excellence professionnelle des *organizers*, on trouve la question de la distance sociale qui sépare non seulement les gouvernant-es des gouverné-es mais aussi les professionnel·les des porte-parole profanes. Comme d'autres professions du secteur social, le métier se construit sur la capacité à gommer les frontières sociales qui séparent les professionnel·les de leurs interlocutrices et interlocuteurs. Depuis les années 1980, dans le sillage des mouvements de libération noire des années 1960-1970, ces compétences relationnelles se combinent à une exigence de représentativité sociale des *organizers*, notamment en termes d'appartenances raciales (Brooks, 2007). Comme dans d'autres secteurs du management (Bereni, Noûs, 2020), le fait de partager les mêmes propriétés sociales que le groupe à mobiliser est redéfini comme une valeur professionnelle à défendre, qui constitue un élément central dans la définition de l'identité professionnelle et des pratiques de recrutement. Aujourd'hui, la majorité des *organizers* de Chicago sont des femmes racisées. L'attention portée aux trajectoires individuelles montre également l'attrait symbolique qu'exerce la promesse de se mettre au service de l'entité collective très légitime mais floue qu'est la *community*. Qu'il s'agisse de trajectoires d'ascension sociale marquées par une volonté de rester « fidèles » au groupe d'origine ou de trajectoires de déclassement pour des individus issus des classes moyennes et supérieures, les dynamiques d'engagement sont marquées par l'horizon du franchissement des barrières sociales et imprégnées d'une dimension vocationnelle forte. La politisation des profanes qu'encadrent et rationalisent les *organizers* offre simultanément le support « [d'une] prise de conscience des enjeux et suscite un engagement politique par la pratique professionnelle » (Blanchard *et al.*, 2018 : 10).

Même si le rôle d'intermédiaire des *community organizers* occupe une position subordonnée dans la division du travail politique, il prédispose objectivement les individus qui l'endossent à une carrière politique car, comme d'autres domaines « du verbe et de la plume », il « [offre] des opportunités, par [sa] proximité » même (Dogan, 2017 : 205-206 ; voir également Lawless, 2012). Cette explication d'ordre structural ne saurait toutefois rendre raison à elle seule des reconversions d'ex-*community organizers* en représentant-es élu·es. Comme on va le voir dans un second temps, les formes de politisation induites par l'exercice du métier s'articulent à une politisation du métier lui-même.

2. De la politisation par le métier à la politisation du métier : reconversions politiques et déplacement des frontières du champ

Depuis l'élection d'Obama, le rôle de *community organizer* est perçu comme une sorte de propédeutique aux carrières politiques, même s'il demeure mal connu. C'est ce que met en lumière une anecdote rapportée par Kathy⁴, qui au moment de l'enquête à Chicago se spécialise sur les questions de logement pour le Jane Addams Senior Caucus, une organisation ciblant les personnes âgées : « Je pense à beaucoup de mariages auxquels je suis allée, les gens ne comprennent pas vraiment ce que c'est que l'*organizing*. Et quand ils me demandent ce que je fais et que je réponds que je suis *organizer*, ils me disent : (*sur un ton idiot*) "Oh ! Tu veux devenir présidente ?" Je te dis pas le nombre de fois où on m'a fait la blague⁵. » Le soupçon que Kathy souhaiterait « devenir présidente » fait désormais partie des représentations communément attachées au titre (*community organizer*) qu'elle revendique fièrement. Le métier est ainsi politisé, au sens où ses finalités et objectifs affichés font l'objet d'un travail de requalification qui les inscrit dans l'ordre politique institutionnel (Lagroye, 2003).

Si c'est l'élection de 2008 qui révèle l'intégration du *community organizing* aux filières de recrutement du personnel politique étatsunien, dans le cas d'Obama la reconversion des ressources acquises lorsqu'il était *community organizer* s'inscrit dans une trajectoire plus longue qui tend à être oubliée. Elle mérite donc d'être exposée dans le détail dans la mesure où elle constitue un point d'appui pour saisir des logiques plus générales de reconversion d'ancien-nes *organizers*. Au sens strict, lorsqu'il entame une carrière politique au milieu des années 1990 en se présentant à un siège de sénateur de l'Illinois, Obama a abandonné son rôle de *community organizer* depuis plusieurs années. En 1988, après avoir travaillé pendant trois ans pour une organisation située dans un quartier à l'extrême sud de Chicago, il part suivre des études de droit à Harvard, devenant notamment le premier étudiant noir à être élu président de la prestigieuse *Harvard Law Review*. En 1991, après avoir obtenu son diplôme, il retourne à Chicago, où il occupe différents postes dans la nébuleuse progressiste locale, avant d'entrer dans un cabinet d'avocats spécialisés en droits civiques et développement urbain. Il garde toutefois un pied dans l'espace du *community organizing* puisqu'il rejoint le conseil d'administration du Woods Fund, l'une des principales fondations philanthropiques finançant le *community organizing* à Chicago, où il restera jusqu'en 2001. En 1997, Obama est élu au Sénat de l'Illinois. Sept ans plus tard, il est élu au Congrès comme sénateur de l'Illinois. Au cours de l'été 2004, alors que son autobiographie, initialement publiée en 1995, vient d'être rééditée, son discours d'ouverture de la Convention démocrate désignant John Kerry comme candidat fait de

⁴ Les prénoms des personnes enquêtées ont été anonymisés.

⁵ Entretien avec Kathy, 4 avril 2016.

lui un personnage politique d'envergure nationale. L'élection de 2008 marque donc l'aboutissement d'un processus de redéfinition du titre de *community organizer* en identité politique qui a en réalité commencé une quinzaine d'années plus tôt.

Pendant les primaires démocrates de 2008 puis pendant la campagne présidentielle, l'équipe d'Obama utilise largement son passé militant à Chicago pour signifier sa proximité avec les gens ordinaires, ses qualités d'écoute, et sa capacité à trouver un compromis en toute circonstance ; Obama lui-même présente régulièrement ces quelques années à Chicago comme « la meilleure formation [qu'il ait] reçue⁶ ». La campagne d'Obama mobilise également des techniques de recrutement et d'encouragement de la participation en s'appuyant sur des centaines de milliers de bénévoles enthousiastes (McKenna et Han, 2014). Toutefois, l'utilisation du passé de *community organizer* comme « identité stratégique » commence dès 1995, lorsque Obama lance sa candidature pour un siège au Sénat de l'Illinois. C'est en effet à cette époque que paraît son autobiographie, *Dreams from My Father*, dont l'idée résulte de sa notoriété acquise à Harvard. Si le sous-titre, « une histoire de race et d'héritage », met surtout en avant son histoire familiale, l'ouvrage consacre une place centrale à son expérience de *community organizer* dans sa socialisation et sa formation politiques, présentée dans la deuxième partie du livre, qui en constitue un gros tiers. Cet aspect biographique est d'ailleurs repris dans les articles de presse qui mentionnent sa candidature, où son passé militant est mobilisé pour donner des gages de crédibilité à une rhétorique de rassemblement populaire et citoyen. « Et si un homme politique voyait son travail comme celui d'un *organizer*, s'interroge Obama dans un portrait publié dans le *Chicago Reader*, à moitié enseignant, à moitié porte-parole, quelqu'un qui ne sous-estime pas les électeurs mais les éduque aux vrais choix qui se présentent à eux⁷ ? » S'il met particulièrement en avant son identité d'ancien *community organizer* pour se distinguer dans le champ, c'est pour éviter le double écueil du professionnel politique mondain ou bureaucrate (Collovald, 1988). Loin d'apparaître comme une trahison, les positions électives sont alors présentées comme une étape supplémentaire, plus efficace, dans la réalisation des idéaux passés.

Dans le même temps, l'élection d'Obama masque un phénomène plus général : à tous les échelons des institutions de la démocratie représentative étatsunienne, d'ancien-nes *community organizers* essaient de reconvertir leurs ressources en capital politique et font campagne pour des positions électives. Au niveau fédéral, Rachida Tlaib est élue en 2018 à la Chambre des représentants pour une circonscription du Michigan, après avoir siégé à la Chambre des représentants du Michigan entre 2008 et

⁶ *Huffington Post*, 12 septembre 2014, « Organizer in Chief? ». En ligne, consulté le 19 juillet 2019. URL : https://www.huffpost.com/entry/organizer-in-chief_b_6293598

⁷ *Chicago Reader*, 7 décembre 1995, « What Makes Obama Run? ». En ligne, consulté le 22 juillet 2019. URL : <https://www.chicagoreader.com/chicago/what-makes-obama-run/Content?oid=889221>

2014⁸. Au niveau des législatures d'États, en effet, on compte plusieurs ex-*community organizers*, bien qu'aucune enquête quantitative ne permette d'établir leur part exacte. Un cas limite observé pendant l'enquête a même vu s'opposer deux ancien-nes *organizers* pour un siège de représentant à la Chambre de l'Illinois : *organizer* pendant quelques années pour Southside Organized for Unity and Liberation (SOUL), organisation du South Side ancrée dans la tradition alinskienne, Christian Mitchell est élu pour la première fois à la General Assembly de l'Illinois en 2012. En 2014 puis en 2016, Jay Travis, ancienne *organizer* puis directrice de la Kenwood Oakland Community Organization (KOCO), concurrente de SOUL, fait campagne contre Mitchell mais, après deux échecs, se dirige vers le champ philanthropique.

Mais c'est surtout à l'échelon municipal que le recrutement de professionnel-les politiques venant de l'espace du *community organizing* semble le plus fréquent, comme en témoigne le cas de Chicago. Le phénomène n'est pas nouveau et remonte aux années 1990 au moins, c'est-à-dire après l'émergence et la consolidation d'un groupe professionnel d'*organizers* en tant que tel. En 1996, par exemple, en rétribution de sa loyauté politique, le maire Richard M. Daley nomme Danny Solis à la tête d'une des cinquante circonscriptions de la ville pour remplacer le conseiller municipal en place, condamné pour corruption. Formé dans la tradition alinskienne, ancien directeur de United Neighborhood Organizations (UNO), Solis fait partie d'un groupe de professionnel-les politiques hispaniques qui avaient ouvertement pris position en faveur de Daley lors des élections de 1989, dans un contexte d'accroissement du poids démographique et politique de la population hispanique (Rivlin, 1992). Dans les décennies qui suivent, plusieurs ancien-nes *organizers* sont également élu-es à des sièges de conseiller-ères. Lors des municipales du printemps 2019, sur les cinquante membres du conseil municipal, six se revendiquent ouvertement « socialistes » – phénomène inédit dans un pays dont le champ politique s'est construit sur l'anticommunisme – et quatre d'entre elles et eux sont d'ancien-nes *community organizers*.

Ce constat appelle deux précisions. D'une part, l'espace du *community organizing* à Chicago est vraisemblablement plus dense que dans les autres grandes métropoles du pays, produisant une forme d'action sociale « hybride », mêlant sociabilités civiques et revendications contestataires, particulièrement dynamique mais peu étudiée (voir toutefois Sampson, 2013). La quarantaine d'organisations qui constituent cet espace offrent de nombreuses positions salariées susceptibles d'être occupées par des individus prédisposés, alimentant en retour leurs dynamiques de politisation. D'autre part, les *community organizers* ne sont pas les seul-es acteurs et actrices de l'espace du *community organizing* à reconvertir leurs ressources dans des carrières politiques locales. Parmi les différents conseils municipaux de Chicago, on trouve ainsi quelques ancien-nes *leaders*, ces porte-parole bénévoles des associations embauchant les

⁸ *Americas Quarterly*, 15 janvier 2014, « Politics Innovator: Rashida Tlaib, United States ». En ligne, consulté le 18 février 2021. URL : <https://www.americasquarterly.org/fulltextarticle/politics-innovator-rashida-tlaib-united-states>

organizers, ou d'ancien-nés membres de conseils d'administration de ces organisations. Les catégories désignant ces engagements sont toutefois moins chargées symboliquement que ne l'est celle de *community organizer*.

Dans les différentes reconversions vers des fonctions électives, des années 1990 à aujourd'hui, l'étiquette « *community organizer* » est brandie pour signifier une connaissance du terrain et des préoccupations de l'électorat dont l'importance symbolique est magnifiée par la dimension locale des mandats électifs. On observe toutefois des différences notables entre la rhétorique utilisée par Obama en 1995 et le discours tenu par les *socialists* du conseil municipal vingt-quatre ans plus tard. Tandis qu'Obama insiste sur la plus grande capacité des élu-es à œuvrer au bien commun en rassemblant « représentants religieux et figures locales⁹ », Jeanette Taylor, ancienne *organizer* pour KOCO qui a participé à une grève de la faim organisée contre la fermeture d'un lycée public en 2015, fait de l'identité de *community organizer* la pierre de touche pour mesurer la valeur des tâches incombant à un élu : « Pour moi, ce boulot, c'est juste être un *community organizer* avec de l'argent. Tu mobilises autour de ce que veut ta communauté¹⁰. » On retrouve un discours similaire chez Byron Sigcho-Lopez, ancien *community organizer* et directeur de la Pilsen Alliance, qui se présente dans la circonscription représentée par Solis depuis 1996, et qui met fortement à distance la figure de l'élu corrompu, coupé des réalités quotidiennes des représentés. Dans un entretien pour un journal local où il explique les raisons de sa candidature, il affirme par exemple : « Je ne suis pas un professionnel de la politique [*career politician*]. Je suis un enseignant et un *organizer*, et je pense que c'est ce dont on a besoin aujourd'hui. Avoir des gens qui comprennent ce qui se passe au niveau local, la souffrance des habitants, et ce dont on a besoin pour représenter tout le monde¹¹. »

La défiance vis-à-vis des élu-es semble s'inscrire dans un système plus large de rappels à l'ordre symboliques en réponse à la transgression de l'autonomie revendiquée de certains espaces de pratiques, comme cela peut être le cas lorsque des militants syndicaux ou associatifs se lancent en politique et suscitent la désapprobation de leurs pairs (Lagroye, 2003 ; Mathieu, 2011). Les passages dans le champ politique de militants syndicaux, associatifs ou de différents mouvements sociaux sont souvent perçus comme des transgressions de l'économie morale militante qui les régit. Selon Cécile Péchu, le rejet de la professionnalisation politique et la critique de la délégation, qui prennent sens dans un contexte de crise de légitimité des organisations partisanes, sont ainsi au fondement du processus de différenciation d'un « champ

⁹ *Chicago Reader*, 7 décembre 1995, « What Makes Obama Run? ».

¹⁰ *The Nation*, 28 février 2019, « Socialists Win Big in Chicago ». En ligne, consulté le 1^{er} mars 2019. URL : <https://www.thenation.com/article/socialists-progressives-chicago-election-rahm-emanuel/>

¹¹ *South Side Weekly*, 13 novembre 2018, « Meet the Challengers: Byron Sigcho Lopez ». En ligne, consulté le 16 décembre 2018. URL : <https://southsideweekly.com/meet-challengers-byron-sigcho-lopez-25th-ward/>

militant » à l'intérieur duquel s'inscrit une association comme Droit au Logement (Péchu, 2001). De même, l'affirmation de l'autonomie syndicale dans la Charte d'Amiens d'octobre 1906 marque un moment fondateur dans la genèse du champ syndical français. Les références à l'histoire du mouvement ouvrier sont centrales et fonctionnent comme une « forme d'identification unificatrice » (Béroud, 2015 : 331) qui marque la différence d'avec le champ politique. Dans la mesure où la légitimité militante et professionnelle que revendiquent les *community organizers* a été accumulée dans un refus actif et quotidien du porte-parolat et du rôle institué de représentant, on pourrait s'attendre à ce que de tels rappels à l'ordre soient encore plus forts. Or, si certain-es enquêté-es se montrent critiques des reconversions politiques de plusieurs *ex-organizers*, c'est en réalité moins la trahison des engagements passés en tant que tels que les effets ambivalents sur la reconnaissance sociale de leur métier qui est mise en avant. Comme le résume Otis, directeur adjoint de KOCO : « *L'organizing* en tant que champ, en tant que carrière, n'est pas compris, n'est pas, c'est une activité qui n'est pas assez connue. Il y a beaucoup de fausses idées qui circulent. Il y a beaucoup de désinformation volontaire, en particulier depuis qu'Obama est devenu président¹². » Plusieurs mécanismes conjoints permettent d'expliquer ce paradoxe.

3. Filières de recrutement, rhétorique de proximité et renouvellement du personnel élu

L'intégration paradoxale du *community organizing* aux filières de recrutement du personnel politique étatsunien et la faiblesse des sanctions symboliques imposées aux trajectoires de « sortie de rôle » (Ebaugh, 1988) s'expliquent d'abord par l'histoire de la constitution du rôle et de la place qu'il occupe dans la division du travail politique. En effet, le cadre réformateur dans lequel se cristallisent les pratiques de *community organization* au début du siècle ne se structure pas autour d'une critique d'ordre idéologique de la politique institutionnelle, comme on peut la trouver dans la Charte d'Amiens ou dans la méfiance contemporaine vis-à-vis de la « politique politicienne », mais bien plutôt autour d'une critique du travail social en voie de professionnalisation (Wenocur et Reisch, 2001). La méfiance d'Alinsky et des salarié-es de l'IAF vis-à-vis des représentant-es élu-es s'inscrit en réalité dans une défense de principe des institutions de la démocratie représentative et du libéralisme politique, et non dans un cadre idéologique concurrent, comme c'est le cas du syndicalisme français à ses débuts. Par ailleurs, une organisation comme ACORN, dès les années 1970, conteste la méfiance institutionnalisée par l'IAF vis-à-vis de l'arène électorale et pousse au contraire à intervenir plus directement dans la compétition politique à une échelle nationale.

Les origines réformatrices du rôle s'articulent aux dynamiques professionnelles autour desquelles se constitue le groupe professionnel, à partir de la fin des années

¹² Entretien avec Otis, 19 février 2016.

1970. En raison des relations qu'il a nouées avec d'autres entités susceptibles de légitimer ses prétentions à contrôler de manière exclusive les tâches de travail qu'il revendique, préférant s'allier à des fondations philanthropiques aux intérêts fluctuants plutôt qu'à l'État, le groupe n'est pas parvenu à se doter de mécanismes de contrôle et de sélection à l'entrée de la profession. Bien qu'on assiste dans les années 1980 à la multiplication des offres de formation à l'*organizing* et à la formalisation d'un ensemble de savoirs et de savoir-faire propres, l'intégration aux établissements universitaires se fait sur un mode mineur et ne débouche pas sur la création de diplômes ou de cursus distincts, pourtant déterminants pour contrôler les entrées et les sorties dans le groupe (Abbott, 2003). De même, il n'existe aucune protection juridique du titre, comme une licence ou une certification : tout le monde peut se dire *community organizer*. Autre indice de la faible institutionnalisation du groupe, l'absence d'instances représentant les *community organizers*, parlant en leur nom, qui seraient susceptibles de défendre leur conception du métier et de définir les frontières délimitant le groupe, contribue à la dilution du sens même de la catégorie (Boltanski, 1982). Il n'existe pas véritablement d'ordre inscrit dans des institutions pérennes auquel des porte-parole du groupe pourraient rappeler les individus qui passent du côté du champ politique. Les mécanismes formels et informels de rappel à l'ordre ou de désaveu sont épars et peu efficaces, ce qui limite les coûts d'une « sortie de rôle ». En raison de cette faible institutionnalisation du groupe professionnel, il devient en retour facile pour des professionnels politiques déjà élu-es qui reconnaissent de la valeur à ce capital politique de s'approprier le titre pour faire valoir la proximité d'avec celles et ceux qu'ils représentent.

Ces deux raisons s'articulent à une troisième : les formes particulières que prennent les prétentions à la représentation politique dans la configuration étatsunienne et de l'entité sous la tutelle de laquelle les *community organizers* placent leur activité. À part peut-être le « peuple » et la « nation », il est difficile de trouver une catégorie qui, aux États-Unis, soit plus consensuelle, inattaquable, mais aussi polysémique que la notion de « communauté » (*community*). Notoirement intraduisible en français, elle est aussi bien mobilisée par des acteurs institutionnels que par des mouvements sociaux contestataires, dans le domaine politique ou économique que social ou artistique. Cette catégorie semble être, comme la notion magique de « proximité », un « réservoir de solutions [unanimement célébré] pour ses vertus pacificatrices, réparatrices, unifiantes, impliquantes » (Le Bart, Lefebvre, 2005 : 12). Mais contrairement à la « proximité », la *community* ne constitue pas – ou pas prioritairement – un mot d'ordre politique. Elle représente d'abord une entité collective qui désigne à la fois les réseaux de sociabilité ordinaires et le territoire déterminé dans lequel ils s'ancrent. Outre cet aspect localiste, la catégorie évoque également de très fortes connotations religieuses et ethnoraciales, qui renvoient à l'histoire sociale et politique étatsunienne (Katznelson, 1981 ; Lichterman, 1996). Plus fondamentalement,

la notion de *community* suggère « un accès direct à la volonté générale », « un lien privilégié avec la source même de l'authenticité » (Reed, 2000 : 115).

Du fait du capital symbolique qui est associé à la catégorie, il y a d'importants enjeux à affirmer qu'on parle effectivement au nom de la *community* et à se faire reconnaître comme son porte-parole légitime par les différents auditoires auxquels sont adressées ces prétentions à représenter (les électeurs, les agents du champ médiatique, les concurrents politiques). Les luttes pour s'approprier ce capital, qui opposent différents prétendants à la représentation de la *community*, sont indissociablement des luttes de classement, chacun cherchant à faire valoir la légitimité de ses prétentions tout en disqualifiant ses concurrents. Ces rivalités mobilisent des systèmes de classement aux inflexions « populistes », au sens où la catégorie prend sens dans une opposition entre « peuple » et « élites », entre « des habitants locaux en général relativement impuissants cherchant à obtenir justice de la part d'entreprises ou de bureaucraties apathiques » (Lichterman, 1996 : 129).

L'élection fortement médiatisée d'Alexandria Ocasio-Cortez à la Chambre des représentants en 2018 fournit un bon exemple de la double dynamique de valorisation et de dilution symboliques de la catégorie « *community organizer* ». Née en 1989 dans le Bronx, à New York, dans une famille portoricaine (père architecte, mère au foyer), celle-ci devient une figure médiatique lors de la campagne des primaires qui l'oppose au démocrate sortant Joseph Crowley, qui dirige sa circonscription regroupant une partie du Queens et du Bronx depuis vingt ans. De nombreux journaux la décrivent comme une *community organizer*, elle reprend elle-même l'étiquette à son compte pour signifier sa proximité objective et subjective avec les électeurs et électrices¹³. En réalité, après avoir obtenu en 2011 son bachelor's de Boston University en relations internationales et en économie, elle occupe différents emplois dans le Bronx (serveuse, éditrice d'ouvrages revalorisant l'image du Bronx, consultante en éducation pour une organisation à but non lucratif), elle participe à la campagne de Bernie Sanders de 2016 et aux mouvements de lutte contre la construction d'un oléoduc menaçant une réserve amérindienne dans le Dakota du Nord, mais elle n'occupe pas de poste de *community organizer* à proprement parler. Dans un récent documentaire consacré aux candidatures de quatre femmes novices en politique aux élections de 2018, où le refus des dons de campagne des grandes entreprises apparaît comme un enjeu central mais qui confirme également le poids des consultant-es jusque dans ces candidatures critiques, Ocasio-Cortez reprend à son compte la distinction entre professionnel politique éloigné de celles et ceux qu'il représente et outsider incarnant le groupe, synthétisant ainsi les enjeux et significations politiques que recouvre la catégorie *community organizer* :

¹³ *Time*, 21 mars 2019, « "Change Is Closer Than We Think." Inside Alexandria Ocasio-Cortez's Unlikely Rise »; *HuffPost*, 27 juin 2018, « Alexandria Ocasio-Cortez Wants To Bring Grassroots Organizing To Washington »; *Boston.com*, 27 juin 2018, « Who is Alexandria Ocasio-Cortez? A 28-year-old Democratic Socialist and giant slayer ».

« Quiconque veut garder son boulot à New York n'envisagerait jamais de faire campagne contre Joe Crowley. [...] Ça doit venir de quelqu'un qui arrive sur la scène politique qu'ils ne voient pas venir, sur qui ils ne pourront pas faire pression en lui proposant un boulot ou autre. Et ça doit être quelqu'un qui représente sa communauté à plusieurs niveaux. En gros, une candidate dissidente, extérieure à la politique, qui vient de la base et qui est une femme racisée du Bronx¹⁴. »

La dimension professionnelle de la catégorie disparaît ici complètement au profit d'une figure floue évoquant, par métonymie, proximité, dévouement et refus de la politique « politicienne ».

Si l'espace du *community organizing* constitue donc un des viviers de recrutement du personnel politique étatsunien, il convient d'en préciser davantage les caractéristiques. Deux aspects principaux se dégagent de l'analyse. D'abord, toutes et tous les ancien·nes *organizers* qui briguent des fonctions électorales se présentent comme démocrates, certains accédant même à des responsabilités au sein de l'appareil du Parti. À l'inverse, il n'existe à notre connaissance aucun exemple d'ancien *community organizer* se présentant comme candidat républicain. Un article du magazine *Time* met d'ailleurs en exergue le stigmate que constitue la catégorie du côté républicain, alors que la campagne de réélection de Trump envisage d'utiliser des techniques de mobilisation *grassroots* pour 2020 : « Du *community organizing* ?!, s'amuse un responsable de la campagne de Trump par texto. On est qui, des démocrates¹⁵ ?! » Les trajectoires de reconversion dans le champ politique confirment donc l'intégration de l'espace du *community organizing* dans le « réseau étendu » du Parti démocrate, aux côtés d'autres groupes d'intérêt, *think tanks* et médias (Koger, Masket, Noel, 2009). Une telle polarisation partisane des modalités d'entrée dans le champ politique n'est pas surprenante, puisque des travaux sur les conseiller·ères en communication politique montrent par exemple que la consolidation du monopole des consultants sur le travail électoral n'abolit pas les frontières séparant démocrates et républicains ; au contraire, elle se traduit par la constitution de deux marchés politiques bien distincts, indexés sur les sphères d'influence partisans (Johnson, 2017 ; Sheingate, 2016). Cependant, les positions dans l'espace du *community organizing*, qui préparent objectivement aux carrières politiques, ne semblent pas constituer des solutions de repli vers lesquelles se tourneraient des candidats malheureux ayant essuyé des revers électoraux, comme cela peut être le cas de positions dans les champs médiatique, philanthropique ou comme lobbyistes à Washington.

La position minoritaire et dominée qu'occupe l'espace du *community organizing* dans la hiérarchie d'ensemble des voies de recrutement vers les carrières politiques est

¹⁴ Ces propos sont rapportés dans le documentaire *Knock Down the House* réalisé par Rachel Lears et diffusé depuis 2019 sur Netflix.

¹⁵ *Time*, 20 septembre 2019, « Why the Trump Campaign Says It's Betting on Grassroots Organizing in 2020 ».

confirmée par une seconde caractéristique. Alors que le champ politique étatsunien, comme dans d'autres champs nationaux, s'est construit dans l'entremêlement de rapports sociaux de classe, de race et de genre (Cohen, 2003 ; Keyssar, 2000 ; Wolbrecht, Beckwith, Baldez, 2008), cette filière de recrutement semble faire accéder à des positions électives des individus dont les propriétés sociales les distinguent de leurs homologues, que ce soit en termes d'âge, de genre, d'appartenances ethnoraciales ou d'orientation sexuelle. En effet, nombre des ancien-nés *organizers*, lorsqu'ils et elles sont élu-es, sont « les premiers » possédant des caractéristiques associées à différents groupes minorisés à occuper les postes qu'ils occupent (premier conseiller municipal hispanique homosexuel, première femme musulmane élue au Congrès, plus jeune élu de telle législature d'État, etc.). Ces propriétés prennent sens dans un contexte où le recrutement social du personnel politique se fait surtout chez les classes moyennes supérieures (avocats, hauts fonctionnaires ou hommes d'affaires) et, dans le cas étatsunien, est directement indexé sur de fortes logiques ploutocratiques (Clawson, 2001 ; Ihl, 2017), où la variable de genre pèse particulièrement dans les mécanismes de recrutement aux carrières politiques (Fox, Lawless, 2004).

Conclusion

En se penchant sur les phénomènes de reconversion d'ancien-nés *community organizers* vers des carrières politiques, on voit comment le refus du porte-parolat qui est au cœur de leur métier en est venu à constituer, de manière paradoxale, une ressource convertible en capital politique. Si le désintéressement fait partie des qualités attendues des représentant-es (Manin, 2012 ; Rosanvallon, 2002), les pratiques et l'éthique de mise en retrait que ces agents ont incorporées en exerçant leur métier en constituent une forme objectivée dans une identité professionnelle et des ressources collectives qui distinguent les *community organizers* des autres professionnel-le-s politiques. Depuis le coup de projecteur symbolique déclenché par l'élection d'Obama en 2008, le titre de *community organizer* fait pleinement partie des mots de l'ordre politique étatsunien, renvoyant à la capacité à entretenir efficacement une proximité sociale et politique avec les citoyennes et citoyens ordinaires. Le fait qu'il puisse être dissocié de l'exercice effectif d'un travail d'*organizer* en dit long sur l'attrait qu'il exerce pour des aspirant-es élu-es soucieux-euses de mettre à distance la figure du/de la professionnel-le entouré-e de consultant-es qui sont « le principal lien des candidats avec le peuple » (Sheingate, 2016 : 177).

L'analyse des trajectoires individuelles permet de préciser un aspect supplémentaire du type de politisation que façonne l'espace du *community organizing* : désormais intégré aux différentes voies de recrutement du personnel politique élu aux États-Unis, il constitue une source de renouvellement du personnel politique élu. En raison des caractéristiques sociales des personnes qui occupent aujourd'hui des postes de *community organizers* à Chicago comme dans d'autres villes, on peut faire l'hypothèse

que cet espace ressemble au « vivier syndical » français dont Mattei Dogan constatait qu'il représentait « un chemin qui va de bas en haut, par étapes successives, parfois lentes ; c'est la voie la plus démocratique de la promotion socio-politique » (Dogan, 2017 : 226). Femme noire mère de cinq enfants, née dans une famille de classe populaire de Chicago (son père, chauffeur de taxi, décède lorsqu'elle est adolescente ; sa mère est secrétaire dans le système scolaire de la ville¹⁶), Jeanette Taylor, en raison de ces différentes propriétés sociales, ne serait probablement jamais devenue conseillère municipale si elle n'avait pas auparavant été *community organizer*.

Bibliographie

- ABBOTT A. (1988), *The System of Professions: An Essay on the Division of Expert Labor*, Chicago, University of Chicago Press.
- ABBOTT A. (2003), « Écologies liées : à propos du système des professions », in P.-M. MENGER (dir.), *Les professions et leurs sociologies. Modèles théoriques, catégorisations, évolutions*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 29-50.
- AXELROD-CONTRADA J. (2008), *Career Opportunities in Politics, Government, and Activism*, New York, Checkmark Books.
- BERENI L., NOÛS C. (2020), « La valeur professionnelle de l'identité », *Sociétés contemporaines*, vol. 117, n° 1, p. 99-126.
- BÉROUD S. (2015), « Sur la pertinence heuristique du concept de champ syndical », in M. QUIJOUX (dir.), *Bourdieu et le travail*, Rennes, PUR, p. 323-339.
- BLANCHARD S., JACQUEMART A., PERRIN M., ROMERIO A. (2018), « La cause des femmes dans les institutions », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 223, n° 3, p. 4-11.
- BLONDIAUX L. (2014), « Le travail de la représentation : registres, paradoxes et limites », in A. MAZEAUD (dir.), *Pratiques de la représentation politique*, Rennes, PUR, p. 27-34.
- BLOOM J., MARTIN W. E. (2014), *Black against Empire: The History and Politics of the Black Panther Party*, Berkeley, University of California Press.
- BOLTANSKI L. (1982), *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris, Éditions de Minuit.
- BOURDIEU P. (2001), *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil.
- BREINES W. (1989), *Community and Organization in the New Left, 1962-1968: The Great Refusal*, New Brunswick, Rutgers University Press.
- BROOKS F. (2007), « Racial Diversity on ACORN's Organizing Staff, 1970-2003 », *Administration in Social Work*, vol. 31, n° 1, p. 27-48.
- BRUNEL V. (2008), *Les managers de l'âme : le développement personnel en entreprise, nouvelle pratique de pouvoir ?*, Paris, La Découverte.

¹⁶ *Jacobin*, 22 février 2019, « "I Love Chicago. I'm Gonna Fight to Stay Here" ». En ligne, consulté le 27 janvier 2021. URL : <https://www.jacobinmag.com/2019/02/jeanette-taylor-koco-chicago-schools-20th-ward>

- CHAUVIN S. (2007), « Le worker center et ses spectres : les conditions d'une mobilisation collective des travailleurs précaires à Chicago », *Sociologies pratiques*, vol. 15, n° 2, p. 41-54.
- CLAWSON D. (2001), « Politics is Money », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 138, n° 1, p. 34-46.
- COATES T.-N. (2018), *We Were Eight Years in Power: An American Tragedy*, New York, Penguin.
- COHEN C. J. (2003), « A Portrait of Continuing Marginality: The Study of Women of Color in American Politics », in S. J. CARROLL (dir.), *Women and American Politics: New Questions, New Directions*, New York/Oxford, Oxford University Press, p. 190-213.
- COLLOVALD A. (1988), « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 73, n° 1, p. 29-40.
- DAMAMME D. (2017), « Professionnel de la politique, un métier peu avouable », in M. OFFERLÉ (dir.), *La profession politique, XIX^e-XXI^e siècles*, Paris, Belin, p. 43-77.
- DAUVERGNE P., LEBARON G. (2014), *Protest Inc.: The Corporatization of Activism*, Cambridge, Polity.
- DEMAZIÈRE, D., LE LIDEC, P. (dir.) (2014), *Les mondes du travail politique : les élus et leurs entourages*, Rennes, PUR.
- DOGAN M. (2017), « Les professions propices à la carrière politique. Osmoses, filières, viviers », dans M. OFFERLÉ (dir.), *La profession politique, XIX^e-XXI^e siècles*, Paris, Belin, p. 201-243.
- DUTOYA V. (2018), « La professionnalisation de la cause des femmes en Inde », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 223, n° 3, p. 26-43.
- EBAUGH H.R.F. (1988), *Becoming an Ex: The Process of Role Exit*, Chicago, University of Chicago Press.
- FISHER D. R. (2006), *Activism, Inc.: How the Outsourcing of Grassroots Campaigns is Strangling Progressive Politics in America*, Palo Alto, Stanford University Press.
- FISHER R. (1994), *Let the People Decide: Neighborhood Organizing in America*, New York, Twayne Publishers.
- FISHER R. (dir.) (2009), *The People Shall Rule: ACORN, Community Organizing, and the Struggle for Economic Justice*, Nashville, Vanderbilt University Press.
- FOX R. L., LAWLESS J. L. (2004), « Entering the Arena? Gender and the Decision to Run for Office », *American Journal of Political Science*, vol. 48, n° 2, p. 264-280.
- GARRIGOU A. (2002), *Histoire sociale du suffrage universel en France : 1848-2000*, Paris, Seuil.
- GARROW D. (2017), *Rising Star: The Making of Barack Obama*, New York, William Morrow.
- GAXIE D. (1978), *Le Cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.
- HUGHES E. C. (1996), *Le regard sociologique : essais choisis*, Paris, Éditions de l'EHESS.

- IHL O. ([2017 [1999]], « Deep pockets. Sur le recrutement ploutocratique du personnel politique aux États-Unis », in M. OFFERLÉ (dir.), *La profession politique, XIX^e-XXI^e siècles*, Paris, Belin, p. 397-426.
- JOHNSON D. W. (2017), *Democracy for Hire: A History of American Political Consulting*, New York/Oxford, Oxford University Press.
- KATZNELSON I. (1981), *City Trenches: Urban Politics and the Patterning of Class in the United States*, New York, Pantheon Books.
- KEYSSAR A. (2000), *The Right to Vote: The Contested History of Democracy in the United States*, New York, Basic Books.
- KOGER G., MASKET S., NOEL H. (2009), « Partisan Webs: Information Exchange and Party Networks », *British Journal of Political Science*, vol. 39, n° 3, p. 633-653.
- LAGROYE J. (dir.) (2003), *La politisation*, Paris, Belin.
- LAWLESS J. L. (2012), *Becoming a Candidate: Political Ambition and the Decision to Run for Office*, Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- LE BART C., LEFEBVRE R. (dir.) (2005), *La proximité en politique : usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes, PUR.
- LEFÈVRE S. (2007), « Le sale boulot et les bonnes causes : Institutionnalisation et légitimation du marketing direct au sein des ONG », *Politix*, vol. 79, n° 3, p. 149-172.
- LICHTERMAN P. (1996), *The Search for Political Community: American Activists Reinventing Commitment*, Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- MANIN B. (2012), *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion.
- MATHIEU L. (2011), *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.
- MCKENNA E., HAN H. (2014), *Groundbreakers: How Obama's 2.2 Million Volunteers Transformed Campaigning in America*, New York, Oxford University Press.
- MONTANARO L. (2012), « The Democratic Legitimacy of Self-Appointed Representatives », *The Journal of Politics*, vol. 74, n° 4, p. 1094-1107.
- NICOURD, S. (dir.) (2009), *Le travail militant*, Rennes, PUR.
- PAGIS J. (2014), *Mai 68, un pavé dans leur histoire : événements et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po.
- PAYNE C. M. (2007), *I've Got the Light of Freedom: The Organizing Tradition and the Mississippi Freedom Struggle*, Berkeley, University of California Press.
- PÉCHU C. (2001), « Les générations militantes à droit au logement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, p. 73-103.
- REED A. (2000), *Class Notes: Posing as Politics and Other Thoughts on the American Scene*, New York, New Press.
- RIVLIN G. (1992), *Fire on the Prairie: Chicago's Harold Washington and the Politics of Race*, New York, Henry Holt & Company.
- ROSANVALLON P. (2002), *Le peuple introuvable : histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard.

- SAMPSON R.J. (2013), *Great American City: Chicago and the Enduring Neighborhood Effect*, Chicago, University of Chicago Press.
- SAWARD M. (2009), « Authorisation and Authenticity: Representation and the Unelected », *Journal of Political Philosophy*, vol. 17, n° 1, p. 1-22.
- SCHUTZ A., MILLER M. (dir.) (2015), *People Power: The Community Organizing Tradition of Saul Alinsky*, Nashville, Vanderbilt University Press.
- SHEINGATE A. (2016), *Building a Business of Politics: The Rise of Political Consulting and the Transformation of American Democracy*, New York/Oxford, Oxford University Press.
- TALPIN J. (2016), *Community organizing : de l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Paris, Raisons d'agir.
- WENOCUR S., REISCH M. (2001), *From Charity to Enterprise: The Development of American Social Work in a Market Economy*, Urbana, University of Illinois Press.
- WOLBRECHT C., BECKWITH K., BALDEZ L. (dir.) (2008), *Political Women and American Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press.